

Je crois que le chef du Ralliement créditiste (M. Caouette) a donné tout à l'heure l'exemple d'une maison de \$20,000 qui va coûter \$84,000, au bout de 30 ans, à un taux de 9½ p. 100. Ce taux d'intérêt dépasse 10 p. 100, avec les frais d'administration et de préparation des contrats, etc.

Cela n'a aucun sens, et je demande aux députés, libéraux comme conservateurs, de regarder du bon côté de la médaille. Je les prie de faire preuve d'un tout petit peu d'humanisme et d'exercer auprès du premier ministre et de son cabinet les pressions voulues pour faire baisser les taux d'intérêt exorbitants par lesquels on exploite la personne humaine à la limite, étant donné qu'il n'y a rien de plus noble, de plus cher et de plus consolant pour une famille que de posséder sa propre maison.

Mais, comme une grande partie de la population ne peut avoir son propre toit, nous voyons des révoltés, des découragés, des gens qui sont prêts à tout faire, à tout briser, à tout faire sauter, parce qu'ils sont mécontents de la société, qu'ils se sentent de trop, bref, parce qu'ils sont déprimés et se sentent rejetés de la société.

A ce stade, monsieur l'Orateur, j'aimerais citer un article publié dans *Le Droit* du mercredi le 4 décembre 1968, sous la rubrique «L'opinion du lecteur». Voici:

• (5.30 p.m.)

M. Trudeau, tout votre temps se passe encore à promouvoir la productivité, les profits, les chances de succès, les intérêts et les surplus de capitalisation des riches, des savants, des puissants du Canada, soit pour eux-mêmes, soit pour leurs compagnies. L'écart s'agrandit sans cesse entre les riches qui font de plus gros revenus et les pauvres qui paient plus de taxes pour payer de plus gros intérêts sur les dettes publiques. Vous voyez bien que le déséquilibre national passe de mal en pis, de cette manière. C'est cela qu'il faut changer, pour établir une société juste, pour faire un Canada uni.

M. Trudeau, avez-vous donc oublié ou jamais su que des compagnies et particuliers peuvent capitaliser \$28 milliards sur une production de \$68 milliards en 1968, après avoir bien vécu, payé leurs taxes et leurs impôts? Avez-vous oublié ou jamais su que pendant le même temps notre Gouvernement fait des déficits d'administration annuels, que plusieurs citoyens et familles vivent au jour le jour, manquant du nécessaire et maudissant gouvernements, compagnies et société?

M. Trudeau, n'avez-vous pas pensé ou jamais su qu'il serait facile de faire quelques changements, non pas dans les institutions, ni dans les mécanismes, ni dans les organismes, ni dans les systèmes, ni dans les banques, ni dans les compagnies mais dans la seule pensée directrice du premier ministre, des 29 ministres et des 264 députés...

Si des citoyens écrivent de tels articles, c'est qu'ils voient clair et savent où sont les exploiters. Ils savent pourquoi l'individu n'est pas capable de se construire une maison.

En vertu du présent système économique inadéquat, 75 p. 100 des Canadiens n'ont pas de logis et ne pourront jamais s'en procurer, parce que s'ils se construisent une maison, ils s'engagent pour toute une génération à la payer, après quoi elle restera encore hypothéquée à ceux qui en auront le bénéfice.

Monsieur l'Orateur, je citerai encore quelques faits pour démontrer que ceux qui réalisaient les profits en 1967 étaient les huit banques à charte du Canada, qui avaient un actif de 31 milliards, lequel est passé, en 1968, à 35 milliards. En un an, par conséquent, leur actif s'est accru de 4 milliards, après avoir capitalisé pour 28 autres milliards qu'elles n'ont pas déclarés et desquels elles ont déduit des dépréciations exagérées, sans compter les surplus de capital qui ne sont pas taxables.

Monsieur l'Orateur, je veux prouver, par ces chiffres, que nos institutions bancaires font des profits exorbitants. Y a-t-il beaucoup d'institutions qui ont réalisé des profits nets de 5 milliards et qui les ont déclarés au fisc?

Je connais des manufacturiers qui exploitent leur industrie à coups de milliards depuis qu'ils ne peuvent plus réaliser 2 ou 3 p. 100 de profit sur leur industrie. Ils peuvent poursuivre leur exploitation et réaliser un chiffre d'affaires d'une vingtaine de milliards, et faire à peu près un million ou un million et demi de profit net. De même, les banques à charte, qui exploitent le peuple, font 5 milliards de profit, à part les 28 milliards qu'elles n'ont pas déclarés.

Monsieur l'Orateur, je voudrais, avant de terminer mes remarques, demander de nouveau au gouvernement de venir en aide à ceux qui ont un si pressant besoin de logement, car on sait que tout le monde désire posséder une maison.

Plusieurs familles sont obligées de déménager au début de mai et ne parviennent pas à trouver un logement. Certaines gens sont très inquiets à cause de cela. On les a mis sur le pavé pour une raison quelconque, et ils doivent libérer le logement, pour le 15 mai, de leurs effets et leurs guenilles.

Je demande au gouvernement de s'ouvrir les yeux et de manifester un peu de compassion pour ces gens, qui ne demandent pas la charité, car ils veulent travailler et bâtir; malheureusement, ils en sont incapables parce qu'on leur refuse tous les moyens de se construire une maison, de se faire un chez soi. On leur refuse tout, mais cela ne durera qu'un temps.

Je crois que si nous ne changeons pas notre politique et nos manières d'agir, nous serons frappés d'une calamité épouvantable. Nous verrons la révolution que d'autres pays ont connue—et elle est plus proche qu'on le pense—parce que le nombre de citoyens sans toit est plus grand qu'on ne le croit.